

- Rien n'est plus désastreux qu'un investissement rationnel
- dans un monde qui ne l'est pas.
J.M. Keynes

Lettre en date du
15 juillet 2015

igp infos

Obscure clairvoyance Et rude mollesse.

Asphyxié financièrement et en contradiction avec ses promesses de campagne de début d'année ainsi que de son référendum du 2 juillet, le gouvernement grec s'est engagé à adopter toutes les réformes exigés par l'accord du 13 juillet. Leur pari d'ignorer la troïka et d'obtenir par le chantage de nouvelles aides ayant échoué, Tsipras et Varoufakis se voient contraint de capituler n'ayant plus de munitions financières.

Avec l'appui de François Hollande, la Grèce a obtenu un sursis qu'elle devra concrétiser en passant sous les fourches caudines des créanciers. Le président français, bien relayé par nos médias et les pays du « club med » a réussi à faire reculer l'Allemagne partisane d'un Grexit. En échange de nouveaux engagements, l'Eurogroupe est donc prêt à accorder une troisième aide à Athènes alors que depuis quatre ans, les créanciers accumulent les victoires à la Pyrrhus en versant les fonds promis malgré le fait que les anciennes promesses n'aient été tenues que partiellement. Le 2 juillet, par référendum, les grecs ont massivement voté contre les mesures d'austérité et clairement notifié leur opposition à l'Europe. En ayant joué la carte Poutine et ayant perdu la confiance de ses créanciers depuis son accession au pouvoir avec pour seul résultat une perspective de banqueroute, les turpitudes de Tsipras auraient dû l'amener à démissionner. Mais en bon révolutionnaire adepte de la sémantique, Tsipras n'abandonne pas la partie et tournant le dos à ses convictions et à ses consignes négatives données lors du référendum, il obligera les députés de sa majorité d'extrême gauche à retourner leur veste et à voter les mesures rejetées une semaine plus tôt par ses concitoyens.

Les créanciers devraient se souvenir que l'oxymore est tiré de deux mots grecs mariant stupidité et finesse. En acceptant la Grèce dans l'Euro, la France et l'Allemagne, principales concernées, ont fait preuve d'une obscure clairvoyance en validant les comptes maquillés par la banque américaine Goldman Sachs. Depuis le premier plan d'aide et un effacement de dettes de 107 milliards que les épargnants français ont contribué à éponger par une perte de rendement sur leurs fonds en euros, les états créanciers ont également été coupables d'une rude mollesse en n'exigeant pas la réalisation totale des réformes promises par les gouvernements grecs successifs. Aujourd'hui, en continuant à accepter de creuser une dette abyssale dont ils ne peuvent espérer le recouvrement qu'en l'augmentant davantage, François Hollande et les pays qui ont exigés le maintien de la Grèce dans la zone euro rendent-ils vraiment service à leurs contribuables et aux citoyens grecs qualifiés d'assistés et de fraudeurs.

Jeudi 9 juillet, en pleine crise de liquidités où les retraits des grecs sont limités à 60 euros jours, alors que le contrôle des changes bloque l'économie, l'interview télévisée d'un touriste sur l'île de Santorin est symptomatique des pièges tendus aux créanciers du pays. Filmé alors qu'il voulait régler ses achats avec sa carte bancaire, ce touriste a néanmoins payé en espèces en justifiant qu'on lui a expliqué « **qu'en payant cash, il profiterait d'une promotion** ». A quoi serviront donc les nouvelles promesses d'augmentations de TVA et d'impôts si personne ne les déclare et ne les recouvre ? Enfin, le parlement et le peuple grec accepteront t-ils de perdre leur souveraineté et une mise sous tutelle avec le contrôle par l'Eurogroupe du vote des nouvelles lois ainsi que par la mise en place d'une structure chapeauté par les créanciers qui vérifiera que les milliards des privatisations seront employés à bon escient ? .../...

Tout le monde se félicite du maintien de la Grèce dans la zone euro, mais en proposant un Grexit temporaire ou définitif, la Chancelière allemande ne donnait-elle pas de meilleures chances de réussite à la Grèce en la libérant du carcan d'un euro trop fort du fait de structures inadéquates comme le poids trop élevé d'une fonction publique népotique et vénale. Traditionnellement, seuls le tourisme et l'agriculture généraient des devises, mais l'entrée dans l'union européenne et dans la zone euro ont boosté l'économie officielle et informelle. Les banques de toute l'Europe ont prêté à des taux bien inférieurs à ceux d'avant l'intégration et ont souscrit allègrement aux emprunts de l'Etat grec dont le taux était bien plus rémunérateur que le bund allemand. Mais, en 2010, avec la découverte des vrais chiffres du déficit, pour éviter une nouvelle crise financière fragilisant encore davantage ces mêmes banques, la BCE a racheté petit à petit les créances de ces dernières. Les capitaux privés se détournant d'un Etat devenu insolvable, la Grèce n'a eu d'autres recours que de quémander ses prêts au FMI et à l'Eurogroupe qui lui ont imposé leurs conditions, recouvrer par exemple les 40% de tva et les impôts qui ne rentrent pas dans les caisses en mettant en place des structures efficaces. Poussés par d'autres priorités, les gouvernements grecs successifs ont malheureusement utilisé cette manne pour rembourser les échéances des prêts antérieurs, répondre aux besoins quotidiens de leur Etat pantagruélique et ils l'ont réformé insuffisamment générant des recettes toujours aussi maigres, seuls les fonctionnaires et les retraités voyant fortement baisser leurs revenus. C'est ainsi que les capitaux de deux plans d'aide ont disparu dans le tonneau des Danaïdes et qu'un troisième prêt est indispensable pour rembourser les échéances des deux premiers. N'ayant comme prêteur possible qu'un créancier à qui ils doivent déjà des centaines de milliards, Tsipras et son ministre Varoufakis ont joué l'épreuve de force. Peut-être bon professeur d'économie mais sûrement mauvais financier vu la situation dramatique du pays au bout de six mois de son mandat, Varoufakis n'a pas fait le poids en face du très expérimenté et pragmatique ministre des finances allemands. In fine, aucun vrai plan de sortie de la Grèce de l'euro n'ayant été préparé, Tsipras n'a guère eu le choix qu'entre Charybde et Scylla.

La solution pour éviter la main mise de l'Eurogroupe sur la Grèce aurait été de retourner à la Drachme. Une dévaluation de cette dernière à x% de la valeur de l'euro lui aurait certainement permis d'améliorer le coefficient de remplissage de ses hôtels, de mieux vendre son huile d'olive ainsi que sa féta. Mais cette sortie de la zone euro aurait pour risque que les politiques grecs se contentent des facilités des dévaluations et ne s'attaquent plus aux vraies réformes des structures. Déjà classée pays émergent et ayant trop longtemps vécu au-dessus de ses moyens, en faisant défaut sur sa dette, la Grèce risquerait malheureusement de s'appauvrir encore davantage et de revenir à ses vieux démons d'après guerre dont elle n'est jamais sortie. Aujourd'hui encore, en faisant référence aux dommages de la seconde guerre mondiale non réglés par l'Allemagne pour essayer de faire plier la chancelière, ils ont fait l'erreur d'oublier qu'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre.

Les besoins de la Grèce sont maintenant estimés à 80 milliards d'euros. La question de confiance qui se pose est donc de savoir si les trois cent milliards d'euros de dettes actuels ne se transformeront pas en trois cent quatre vingt milliards auxquels il faut rajouter les 107 milliards qui ont déjà été annulés. Cette question est primordiale sachant qu'en fin 2014, le gouvernement précédent avait réussi à être en excédent primaire, c'est-à-dire que son budget était en équilibre avant le paiement des intérêts de la dette. Malheureusement, avec leurs promesses démagogiques, Alexis Tsipras et Syriza ont cassé la confiance, non seulement de leurs créanciers et des milieux économiques, mais aussi de leurs concitoyens. De 2009 jusqu'à fin mai 2015, les grecs ont retiré 81,5 milliards d'euros de leurs comptes bancaires. Depuis fin 2014 et l'annonce des nouvelles élections, ce sont plus de 24 milliards qui en ont été retirés, soit, si on y rajoute la projection des chiffres de juin, en six mois un pourcentage égal à 30% de celui de la totalité des cinq années précédentes.

Dès l'annonce de l'accord et de la mise en place d'un troisième plan d'aide, les marchés financiers sont repartis à la hausse. Mais cet accord, contrairement aux précédents, n'est qu'une étape dans un parcours jalonné de nombreux obstacles. Les milliards octroyés ne devraient être débloqués qu'avec parcimonie et cette fois-ci, si l'on en croit les allemands, sous leur stricte contrôle des mesures effectivement prises. D'ordre politiques et financiers, les conditions de réussite de ce troisième plan d'aide posent de multiples questions. Tsipras aura-t-il une majorité ? Devra-t-il former une coalition ? Cette coalition sera-t-elle pérenne ? Pendant combien de temps les députés grecs accepteront-ils une tutelle ? Enfin, est-ce que tous les gouvernements de la zone euro obtiendront l'accord de financement de leur parlement ? Deux autres facteurs conditionnent la réussite de ce plan de la dernière chance. Le premier est le remplacement de la mollesse du suivi des réformes par des contrôles drastiques. Le deuxième est qu'on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. Seule une véritable adhésion aux réformes des grecs eux-mêmes pourra modifier leur comportement car s'ils continuent à privilégier l'économie informelle, aucune augmentation de tva n'empêchera la mise en place d'un quatrième plan. Le pari de rester dans l'euro ne sera gagné que si les citoyens rapatrient leurs avoirs placés à l'étranger et investissent en Grèce en y payant régulièrement leurs impôts. Avec une manne potentielle de 40% d'augmentation des recettes de TVA, avec la mise en place d'un cadastre et la maîtrise des effectifs de l'Etat, la Grèce pourra trouver les moyens de faire face à ses deux défis qui sont surtout politiques et citoyens.

Cette crise aura aussi eu le mérite de démontrer deux choses. La première est que le gouvernement allemand se préoccupe bien davantage de l'utilisation de l'argent de ses concitoyens que le français. La deuxième est que le concept de l'Etat cigale se croyant à l'abri de ses errements par son appartenance à l'euro, a vécu. La France devra en tirer les leçons car il ne serait pas étonnant que la dette de l'Etat atteigne les 100% du PIB en cette fin d'année 2015, surtout si la Grèce devait faire réellement défaut. Mario Schneider